

BUDGET 2020 : LA SANTÉ ET L'ÉCOLOGIE, PRINCIPALES CIBLES DES SUPPRESSIONS DE POSTES

Par Audrey Tonnelier

13 septembre 2019

Les crédits consacrés à ces deux ministères vont néanmoins augmenter fortement : 820 millions d'euros d'ici à 2022 pour la santé, 640 millions pour la transition écologique.



L'entrée du ministère des solidarités et de la santé, à Paris, le 11 juin. AURORE MESENCE / AFP

C'est l'une des dernières pièces du puzzle budgétaire, et non des moindres. Alors que le projet de loi de finances (PLF) pour 2020 doit être présenté le 27 septembre en conseil des ministres, les ministères se sont vu transmettre durant l'été leur feuille de route en termes d'effectifs pour l'an prochain. Selon un article du Parisien confirmé par nos informations, les deux plus fortes baisses (en équivalents temps plein) concerneront le ministère des solidarités et de la santé et celui de la transition écologique et solidaire.

Pour le premier, la **baisse atteindra 2,2 % (- 396 postes) l'an prochain et 6,1 % (- 1 080 postes) d'ici à 2022** (chiffre indicatif qui devra être validé dans les budgets suivants). Quant au second, **il perdra 1,8 % d'effectifs (- 1 769 postes) en 2020 et 5 % (- 4 961 postes) d'ici trois ans**. Ces coupes claires peuvent surprendre, compte tenu de l'attention officiellement portée par le gouvernement à l'« urgence écologique », et après l'annonce par

Agnès Buzyn d'un plan doté de 754 millions d'euros d'ici à 2022 à la suite de la grève des urgentistes.

« Sur le ministère de la santé, les hôpitaux sont en dehors du champ, ils relèvent de la Sécurité sociale et de l'Ondam [objectif national des dépenses d'assurance-maladie] qui sera en hausse cette année. Quant à l'écologie, ce n'est pas un service public mais une politique publique. Ce qui compte ce n'est pas tant le niveau d'emploi que le budget, et celui-ci augmente de 600 millions d'euros l'an prochain », répond-on à Bercy.

Les budgets de l'armée, de l'éducation et de la santé en hausse

En raisonnant en crédits accordés, en effet, les enveloppes dévolues à ces deux ministères doivent au contraire gonfler l'an prochain. Il est prévu que la santé voie une hausse budgétaire de 820 millions d'euros en 2022, ce qui en fait la troisième plus forte augmentation après les armées et l'éducation nationale. La transition écologique, elle, arrive en cinquième position des ministères les mieux dotés (+ 640 millions d'euros, soit une hausse de 2 %).

Sans surprise, le ministère de l'action et des comptes publics, « bon élève » de la réduction d'effectifs demandée par l'exécutif dans le cadre de la réforme de l'Etat, devrait voir le nombre de fonctionnaires qui y travaillent **baisser de 1,3 % l'an prochain, soit 1 683 postes en moins**. D'ici à 2022, la **décruie pourrait atteindre 4,6 %, soit 5 731 postes** – début septembre, Gérald Darmanin, le ministre de l'action et des comptes publics, avait de fait annoncé aux syndicats une baisse totale de ses effectifs d'environ 5 800 emplois.

La **décruie devrait atteindre 2,1 % (- 363 postes)** au ministère de l'économie et des finances, le portefeuille de Bruno Le Maire, marqué notamment par la réforme du réseau des chambres de commerce et d'industrie. La **baisse est prévue à 4,9 % (- 863 postes)** d'ici à la fin du quinquennat. Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères connaîtra un **recul de 1,6 % (- 332 postes)**.

Du côté des ministères qui verront leur nombre d'agents augmenter en 2020, on trouve la cohésion des territoires avec une **hausse de 46 postes (+ 5,6 % d'effectifs)**, ou la justice, autre priorité affichée de l'exécutif **(+ 1,4 %, soit 1 183 postes, et + 4,5 % d'ici à 2022)**. Les services du premier ministre se verront aussi **augmentés de 164 postes (+ 1,6 %)**.

Quant à l'éducation nationale, globalement, ses effectifs seront **stables (- 0,1 %)** l'an prochain, de même que ceux des **armées (+ 0,2 %)** et du ministère du travail **(+ 104 postes, + 0,2 %)** en tenant compte de ses opérateurs (Pôle emploi par exemple verra ses effectifs augmenter). Ce dernier devrait en revanche **perdre 971 postes (- 1,5 %)** d'ici à la fin du quinquennat.

Au total, 2020 devrait voir la suppression de 2 593 postes de fonctionnaires d'Etat, après respectivement 1 600 et 4 100 sur les deux premières années du quinquennat. D'ici à 2022, les coupes devraient atteindre 7 067 postes, soit un total de près de 13 000 postes sur le quinquennat. Un chiffre légèrement inférieur à l'objectif de 15 000 que s'est désormais fixé le gouvernement, après avoir renoncé en juillet aux 50 000 suppressions envisagées dans son programme par Emmanuel Macron. Les économies générées pourraient aller jusqu'à « de 75 à 100 millions d'euros en 2020 », selon Le Parisien.

Par Audrey Tonnelier